

Maintenance

Un besoin de profils aussi bien spécialistes que polyvalents pour des métiers en constante évolution

En 2013, les métiers de la maintenance occupent 3 700 actifs guadeloupéens. Leur progression a été favorable, en hausse de 1,3 % par an sur les cinq dernières années. Ce domaine professionnel regroupe les métiers d'ouvriers dédiés à la maintenance des véhicules (carrossiers, mécaniciens, électriciens) et ceux orientés vers la maintenance de différents équipements (mécanique, électronique, entretien général des bâtiments, etc.). À ces ouvriers, s'ajoutent les techniciens et agents de maîtrise aptes à l'entretien et à la réparation d'équipements plus sophistiqués requérant des qualifications plus poussées ou spécifiques. Les emplois les plus qualifiés de techniciens et d'agents de maîtrise de la maintenance sont restés stables en Guadeloupe entre 2008 et 2013 tandis que ceux des ouvriers qualifiés de la maintenance ont rapidement progressé (+ 2,6 % par an). Ces évolutions sont à l'inverse des tendances nationales. Compte tenu des évolutions technologiques et de l'usage d'équipements de plus en plus perfectionnés, le niveau de qualification et de compétence demandé des employés de la maintenance devrait induire une substitution des ouvriers qualifiés par des techniciens. Cette tendance est partiellement attestée par la jeunesse des techniciens par rapport à celle des ouvriers. Les seniors âgés d'au moins 55 ans composent 15 % des techniciens de la maintenance, tandis que cette part s'élève à 20 % parmi les deux familles d'ouvriers qualifiés du domaine. En particulier, pour ces deux derniers groupes de métiers, malgré une part notable de travailleurs âgés de moins de 35 ans (entre 20 % et 24 %), les effectifs sont particulièrement concentrés entre 45 ans et 60 ans. Dans un contexte d'automatisation des processus et d'une diversification des technologies, les profils plus spécialisés ou à l'inverse polyvalents de la maintenance pourraient être de plus en plus recherchés.

Des projets de recrutement jugés difficiles

Ces métiers sont présents dans une variété de secteurs d'activité qui intègrent dorénavant différentes machines et équipements nécessitant un entretien. En Guadeloupe,

31 % des métiers de la maintenance sont constitués d'ouvriers qualifiés de la réparation automobile appartenant de fait au secteur du commerce et de la réparation d'automobiles et de motocycles. En conséquence, un tiers des emplois de la maintenance relève de ce secteur d'activité. Deux professionnels de la maintenance sur dix évoluent dans le secteur de l'administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale tandis que les activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien et la construction en emploient un sur dix. Les entreprises ne nécessitent pas obligatoirement la présence constante d'un ouvrier qualifié ou d'un technicien et font appel à des entreprises pour les travaux ponctuels relatifs à la maintenance (entretien et contrôles périodiques, activité de réglages).

La diversité des secteurs d'activité témoigne également de la variété des qualifications qui peuvent être demandées. Ainsi, les profils recherchés peuvent être extrêmement spécifiques mais pour lesquels il y a peu de débouchés sur l'archipel. L'adaptation aux nouvelles technologies et la formation continue des professionnels devient ainsi un enjeu pour faire face aux futurs besoins. Cette problématique peut être d'autant plus forte en Guadeloupe en raison de la taille restreinte de son marché et de son insularité. Ceci est souligné par les intentions de recrutement où, pour la période 2015-2017, plus de 40 % des projets dans le domaine de la maintenance ont été annuellement jugés difficiles. En particulier, les projets de recrutement de techniciens et d'agents de maîtrise de la maintenance sont dans 70 % des cas jugés complexes alors qu'ils ne sont pas à caractère saisonnier. Les personnes non natives de l'île regroupent ainsi 27 % des techniciens et agents de maîtrise de la maintenance en 2013, soit une part deux fois plus importante que pour les familles d'ouvriers qualifiés du domaine de la maintenance.

Des métiers liés à des formations courtes

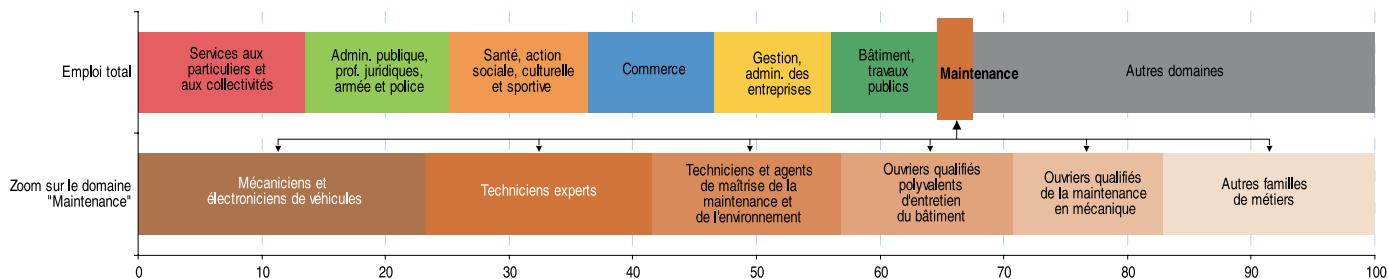
Huit actifs sur dix de la maintenance sont salariés. Le non-salariat concerne plus fréquemment les familles d'ouvriers qualifiés

de la réparation automobile (50 %). Contrairement à d'autres familles de métiers qui cumulent plusieurs types de risques psychosociaux, les métiers de la maintenance sont relativement épargnés par cette situation. Le risque le plus fréquent est lié à l'intensité du travail et à la pression temporelle. Étant garant du bon fonctionnement des équipements, ils peuvent être régulièrement amenés à devoir faire face à des imprévus impactant ponctuellement leur charge de travail. Les contraintes physiques peuvent impliquer le maintien prolongé dans des postures pénibles.

Les risques liés à l'insécurité économique sont modérés : en témoigne la faible part de salariés intérimaires ou en contrat à durée déterminée (5 %). Les profils recherchés par les employeurs pouvant être disparates, ceux-ci peuvent avoir recours aux contrats d'apprentissage (5 %) afin de former du personnel correspondant à leurs attentes. Les effectifs sont majoritairement constitués de personnes ayant suivi des formations courtes. En Guadeloupe, 60 % des actifs de ce domaine professionnel sont titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle (CAP), d'un brevet d'études professionnelles (BEP) ou d'un baccalauréat. Le domaine demeure très masculin avec seulement 9 % de femmes. En particulier, ces dernières sont très peu présentes parmi les ouvriers qualifiés de la réparation automobile (2 %).

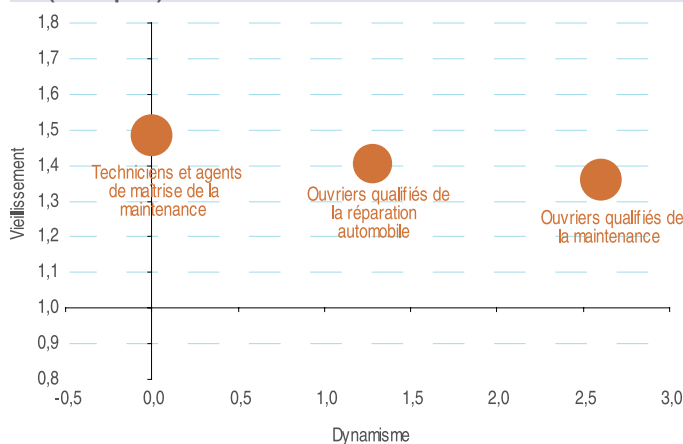
En définitive, les métiers de la maintenance peuvent être amenés à évoluer rapidement en fonction des adaptations technologiques et entraîner l'émergence de niches de nouveaux métiers à pourvoir. De même, dans une démarche de rationalisation des ressources et d'économie d'énergie, la progression du nombre de professionnels de la maintenance pourrait s'accroître, davantage orientés vers des tâches d'entretien préventif et de gestion que de réparation. Par ailleurs, certains emplois particulièrement spécifiques peuvent être difficilement pourvus en Guadeloupe mais le nombre limité de débouchés peut ne pas justifier la création de cursus de formation sur l'île. ■

31 Poids de l'emploi du domaine de la maintenance dans l'emploi total et répartition de ce domaine selon les principales familles de métiers (niv. fap 225) qui le composent en 2013 (en %)



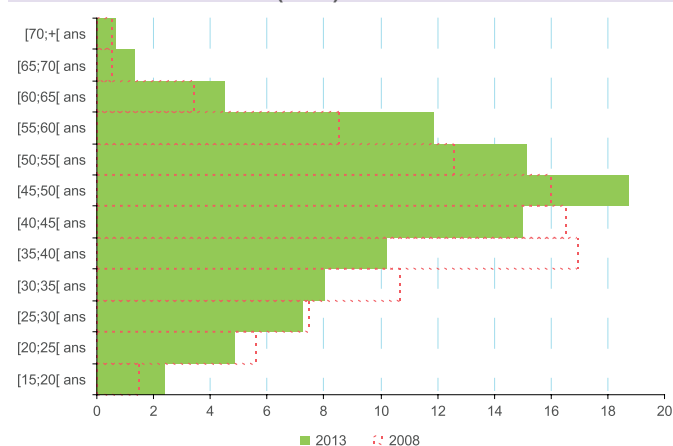
Lecture : le domaine de la maintenance représente 3 % des emplois parmi lequel 23 % sont des mécaniciens et électroniciens de véhicules.
 Source : Insee, recensement de la population 2013 (exploitation complémentaire au lieu de travail).

32 Dynamisme et vieillissement des familles professionnelles (niv. fap 87) du domaine de la maintenance entre 2008 et 2013



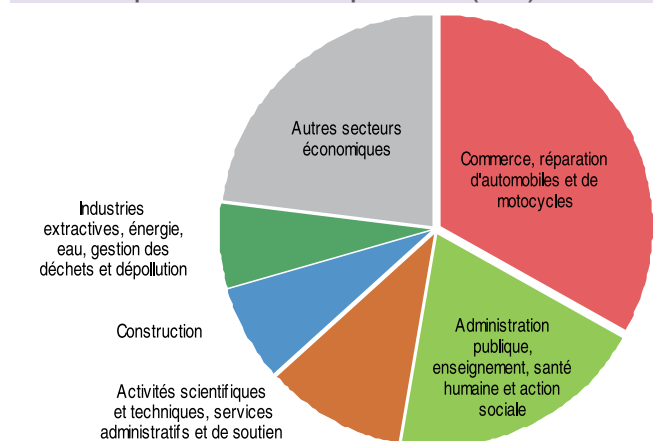
Lecture : les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance représentent 35 % de l'emploi du domaine. L'emploi est resté stable entre 2008 et 2013. La part des seniors se situe entre 12 % et 20 %. Cette part a augmenté par rapport à 2008.
 Source : Insee, recensements de la population 2008 et 2013 (exploitations complémentaires au lieu de travail).

33 Pyramides des âges du domaine professionnel de la maintenance en 2008 et 2013 (en %)



Lecture : en 2013, 10 % des effectifs du domaine de la maintenance ont entre 35 et 39 ans.
 Source : Insee, recensements de la population 2008 et 2013 (exploitations complémentaires au lieu de travail).

34 Répartition de l'emploi du domaine professionnel de la maintenance par secteur économique en 2013 (en %)



Lecture : en 2013, un tiers des emplois du domaine relèvent du secteur économique du commerce.
 Source : Insee, recensement de la population 2013 (exploitation complémentaire au lieu de travail).

35 Proportion d'actifs occupés exposés aux facteurs de risques psychosociaux (RPS en 2013, en %)

Facteur de risque	Proportion (%)
Intensité du travail et pression temporelle	63
Manque d'autonomie, de marges de manœuvre	57
Demande émotionnelle	22
Rapports sociaux difficiles	65
Manque de coopération, de soutien	35
Conflits, harcèlement	18
Manque de reconnaissance	47
Conflits de valeurs	36
Insécurité économique	24
Exposé à 3 dimensions ou plus	52
Exposé aux 6 dimensions de RPS	3

Champ : France entière ; ensemble des actifs occupés.
 Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail ; traitement Dares.

Fiche métier

Mécaniciens et électroniciens de véhicules

En 2013, près de 900 actifs guadeloupéens exercent un emploi de mécanicien ou d'électronicien de véhicules. Ils représentent les trois quarts des ouvriers qualifiés de la réparation automobile. Les autres ouvriers occupent des fonctions de carrossiers automobiles. Sur la période 2008-2013, l'emploi des mécaniciens et électroniciens de véhicules est resté stable. Toutefois, même s'ils demeurent peu nombreux, les intentions de recrutement sont, pour l'année 2007, une fois et demie plus élevées qu'en 2015 et 2016.

Les perspectives semblent favorables au regard de l'accroissement du parc automobile. En 2013, 68 % des ménages guadeloupéens possèdent une voiture, soit deux points de plus qu'en 2008, tandis que le nombre de ménages a augmenté de 1,3 % par an. Dans un contexte d'étalement urbain, l'usage de la voiture s'intensifie. En 2013, 57 % des actifs guadeloupéens occupent un emploi dans une autre commune que celle où ils résident. Ces navetteurs, dont la part a augmenté de six points par rapport à 1999, utilisent majoritairement la voiture pour se déplacer.

Quasiment exclusivement composés d'hommes, les mécaniciens et électroniciens de véhicules sont plutôt âgés. En Guadeloupe, un actif sur cinq a au moins 55 ans en 2013. De plus, étant particulièrement concentrés entre 40 ans et 59 ans, ils tendent à vieillir rapidement. En outre, en raison de l'expérience et l'investissement

nécessaire à un ouvrier pour reprendre ou ouvrir un garage ou un atelier de réparation, la part des seniors atteint 30 % parmi les non-salariés contre moins de 10 % pour les salariés. Les non-salariés constituent la moitié des mécaniciens et électroniciens de l'archipel. Un non-renouvellement de ces prochains départs à la retraite pourrait induire de possibles tensions sur ces métiers dans un contexte d'augmentation du parc automobile.

Un métier quasi-exclusivement occupé par des hommes

Les besoins en mécaniciens et électroniciens de véhicules devraient être favorablement orientés. Toutefois, ces métiers doivent faire face à plusieurs évolutions. Bien que, les trois quarts des ouvriers de cette famille soient détenteurs d'un CAP ou BEP, la présence de systèmes électroniques et informatiques sur les véhicules devient de plus en plus fréquente et nécessite la maîtrise de nouvelles compétences. En conséquence, la systématisation de l'usage des systèmes informatiques implique une formation continue à ces évolutions. De plus, l'usage de véhicules automobiles électriques ou hybrides pourrait se généraliser, afin de réduire la dépendance énergétique aux produits pétroliers et participer à l'amélioration de la qualité de l'air. Les difficultés de recrutement sont plus prononcées pour les mécaniciens et électroniciens

(en 2017, 30 % de projets jugés difficiles) que pour les carrossiers (11 % de projets jugés difficiles).

La formation continue des personnes occupant ce type d'emploi s'avère d'autant plus prépondérante que les mobilités professionnelles dans cette famille d'emplois sont assez faibles. Ces derniers, en raison des qualifications spécifiques liées au métier, ne semblent pas rechercher une réorientation professionnelle. Cette stabilité semble confirmée par la faible part de contrats précaires parmi les salariés avec moins de 5 % de contrats à durée déterminée ou d'intérim. Pourtant, les conditions de travail imposent des contraintes posturales et articulaires dans un environnement bruyant et exposé à des nuisances chimiques ainsi que l'usage d'outils vibrants.

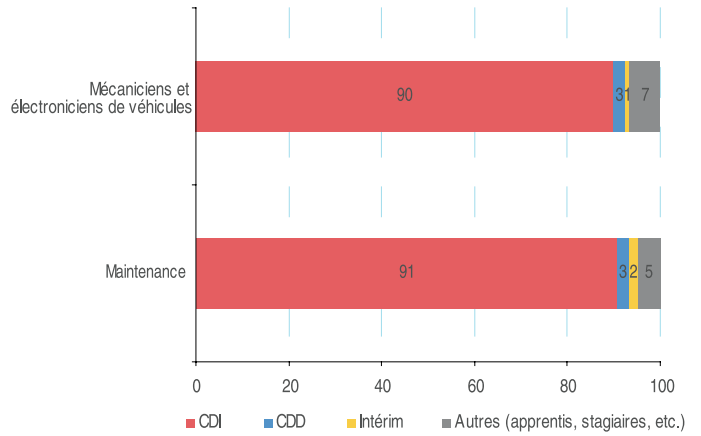
Le renouvellement des prochains départs à la retraite pourrait être favorable à une féminisation des effectifs. Comparativement aux autres familles de la maintenance, les femmes demeurent nettement sous-représentées parmi les ouvriers de la réparation automobile (2 % contre plus de 10 % dans les autres familles de métiers de la maintenance). Ces métiers gardent une image fortement masculine qui peut décourager ou même desservir les potentielles candidates à ces formations techniques. Cette problématique n'est pas négligeable en Guadeloupe, car les femmes actives sont plus nombreuses que les hommes et plus touchées par le chômage. ■

36 Pyramides des âges de la famille professionnelle des mécaniciens et électroniciens de véhicules en 2008 et 2013 (en %)



Lecture : en 2013, 10 % des mécaniciens et électroniciens de véhicules ont entre 35 et 39 ans.
 Source : Insee, recensements de la population 2008 et 2013 (exploitations complémentaires au lieu de travail).

37 Répartition des salariés par conditions d'emploi (en %)



Lecture : 91 % des salariés du domaine professionnel de la maintenance ont un CDI.
 Source : Insee, EEC 2014, 2015, 2016.

38 Chiffres clés

	Famille professionnelle	Domaine professionnel
	Mécaniciens et électroniciens de véhicules	Maintenance
Âge médian	44	45
Part des 55 ans et plus (en %)	20	18
Part des femmes (en %)	2	9
Part des natifs de la région (en %)	87	82
Part de non-salarié (en %)	52	24
Aucun diplôme (en %)	12	26
Qualification dominante (en %)		
1 ^{ère} spécialité de formation	Mécanique, électricité, électronique : 75 %	Mécanique, électricité, électronique : 50 %
2 ^e spécialité de formation	Formations générales : 7 %	Echanges et gestion : 6 %
Salaires horaires nets médians (en €)	10,2	12,2
Turnover (en %)	23	19
Principal secteur d'activité (en %, NA niv. 17)	Commerce, réparation d'automobiles et de motos : 87 %	Commerce, réparation d'automobiles et de motos : 33 %

Codes ROME correspondant à la famille professionnelle : I1603 : Maintenance d'engins de chantier, de levage, manutention et agricoles ; I1604 : Mécanique automobile ; I1607 : Réparation de cycles, motocycles et motoculteurs de loisirs.

Sources : Insee, recensement de la population 2013 (exploitation complémentaire au lieu de travail), EEC 2014, 2015, 2016, DADS 2013, 2014.

Fiche métier

Les professions « vertes » à finalité environnementale

Les questions environnementales et la gestion des ressources sont multiples et impactent une majorité de secteurs d'activité (bâtiment, transports, agriculture, etc.) et touchent à différents domaines professionnels.

Les métiers dits « verts » regroupent neuf professions liées notamment à l'assainissement et au traitement des déchets, à la production et distribution d'énergie ainsi qu'à la protection des sites naturels.

Les professions verdissantes, pour leur part, n'ont pas une finalité environnementale mais doivent dorénavant s'adapter aux exigences et préoccupations environnementales. Sur l'île, en 2013, plus de 700 actifs guadeloupéens occupent un emploi vert. Leur progression a été particulièrement dynamique, en hausse de 2,4 % par an depuis 2008.

Les principaux domaines professionnels dont relèvent les emplois verts sont ceux des industries de process (40 % des emplois verts en 2013) et celui des services aux particuliers et aux collectivités (31 %). Dans le premier cas, il regroupe les techniciens et ouvriers de la production et de la distribution d'énergie, tandis que dans le second domaine on retrouve les ouvriers dédiés à l'assainissement en charge notamment du nettoyage des voies publiques ou de l'enlèvement et du traitement des ordures ménagères.

Un métier vert sur dix relève du domaine professionnel de la maintenance

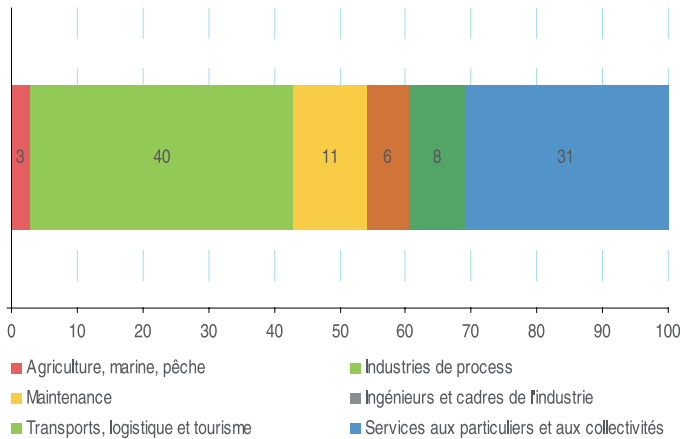
Le domaine de la maintenance réunit, quant à lui, 11 % des emplois verts avec des métiers de techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et de l'environnement. Ils ont rapidement augmenté puisqu'ils ne représentaient que 7 % des professions vertes en 2008. Ces métiers qualifiés soulignent les nouveaux besoins croissants et émergents en matière de profils formés dans la connaissance et la gestion d'équipements techniques relevant du domaine de l'énergie, eau et dépollution. Le caractère « émergent » d'une partie de ces métiers dont l'existence peut être assez récente est attesté par une plus faible part de seniors. Ceux-ci ne représentent que 10 % de l'ensemble des techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et de l'environnement (incluant des professions vertes ou non) alors qu'ils forment 18 % des actifs occupés du domaine professionnel de la maintenance. En conséquence, les possibles tensions peuvent davantage émaner de l'absence sur le territoire d'actifs, dont le profil correspond aux métiers proposés, que d'un renouvellement des effectifs. Pour l'année 2017, les trois quarts de la centaine de projets de recrutement de techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et de l'environnement ont été jugés difficiles en Guadeloupe (67 % en 2016). Pourtant, les salariés bénéficient quasiment, dans l'ensemble, de contrats à durée indé-

terminée. Comme pour les autres métiers de la maintenance, ces travailleurs sont fréquemment exposés à des nuisances sonores et thermiques. Ils peuvent également être soumis à des astreintes et à répondre rapidement à des demandes extérieures.

En Guadeloupe, 31 % des effectifs de techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et de l'environnement sont titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme post-bac, concernant généralement une spécialité liée à la mécanique, l'électricité, l'électronique. La complexification et l'automatisation des équipements industriels accentuent le rôle stratégique de ces postes de techniciens dans une optique de gain économique et de maîtrise des ressources. Leurs activités s'orientent davantage vers la prévention et l'anticipation d'éventuelles défaillances, en lien avec le développement d'outils de contrôle et de capteurs. Les activités de métrologie deviennent de plus en plus prépondérantes avec la systématisation des procédures et normes.

Les autres principaux métiers verts qui relèvent du domaine des industries de process et des services aux particuliers et aux collectivités, ont également rapidement progressé, au rythme de + 3,3 % par an entre 2008 et 2013. Cependant, notamment pour les ouvriers de l'assainissement et du traitement des déchets, les postes ne requièrent pas un niveau de qualification spécifique et les possibles tensions semblent moindres sur ces professions. ■

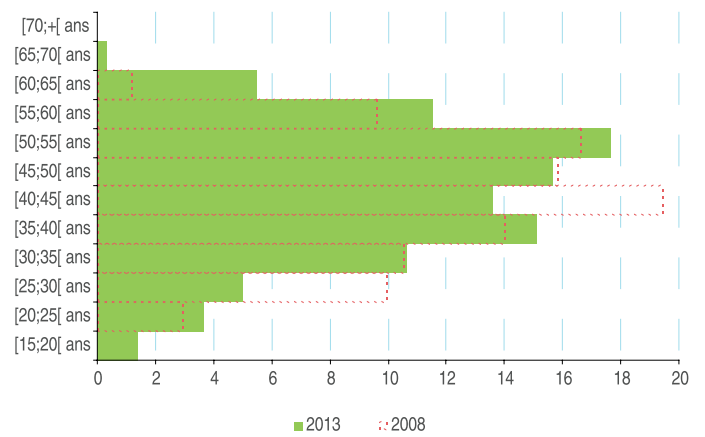
39 Répartition des métiers «verts» selon les domaines professionnels (en %)



Lecture : 31 % des professions vertes relèvent du domaine professionnel des services aux particuliers et aux collectivités.

Source : Insee, recensement de la population 2013 (exploitation complémentaire au lieu de travail).

40 Pyramides des âges des métiers «verts» en 2008 et 2013 (en %)



Lecture : en 2013, 15 % des effectifs des métiers «verts» ont entre 35 et 39 ans.

Source : Insee, recensements de la population 2008 et 2013 (exploitations complémentaires au lieu de travail).

41 Chiffres clés

	Métiers «verts»
Âge médian	45
Part des 55 ans et plus (en %)	17
Part des femmes (en %)	14
Part des natifs de la région (en %)	80
Part de non-salarié (en %)	0
Aucun diplôme (en %)	36
Principal secteur d'activité (en %, NA niv. 17)	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution : 67 %
Principales familles professionnelles (en %, niv. 225)	Ouvriers de l'assainissement et du traitement des déchets : 31 % Techniciens des industries de process : 30 % Techniciens, agents de maîtrise de la maintenance et de l'environnement : 11 %

Sources : Insee, recensement de la population 2013 (exploitation complémentaire au lieu de travail).

Approche sectorielle

Secteur de l'énergie, eau, gestion des déchets et dépollution

Le secteur de l'énergie, et plus particulièrement celui des déchets et de la gestion des eaux usées, regroupe une part majoritaire de l'emploi dit environnemental, bien que ces problématiques environnementales touchent différents secteurs d'activité.

Les deux tiers des professions vertes se rapportent au secteur économique de l'énergie, eau, gestion des déchets et dépollution. Confortés par de nouvelles orientations politiques en la matière, les emplois liés à l'environnement et au développement durable devraient augmenter dans les prochaines années.

En 2013, près de 2 000 emplois guadeloupéens relèvent du secteur de l'énergie, eau, gestion des déchets et dépollution. Sur les cinq dernières années, le secteur a bénéficié d'un dynamisme de l'emploi, en hausse de 3,5 %, plus rapide qu'au niveau régional. La production et la distribution de l'eau reste un enjeu primordial avec des zones de

prélèvement qui ne sont pas uniformément distribuées sur l'ensemble de l'île. De plus, en 2014, seuls 57 % de l'eau introduite dans le réseau de distribution guadeloupéen sont finalement consommés par les usagers alors que le rendement atteint 79 % au niveau national en 2013.

Un secteur qui occupe une variété de métiers

Le secteur de l'énergie, eau, gestion des déchets et dépollution réunit une diversité de métiers. Les quatre principaux domaines professionnels sont ceux de la gestion, administration des entreprises, industries de process, maintenance et services aux particuliers et aux collectivités. Ainsi, six emplois sur dix du secteur appartiennent à l'un de ces domaines. En particulier, les emplois de la maintenance ont fortement progressé et représentent dorénavant 12 % des actifs de ce secteur. En lien avec la spécificité du secteur, ce sont principalement les emplois

de techniciens qui prédominent. Ainsi, 60 % des emplois de la maintenance dans le secteur de l'énergie, eau, gestion des déchets et dépollution se rapportent à des métiers qualifiés de techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et de l'environnement.

Cette famille de métiers est fortement dépendante des enjeux environnementaux et des évolutions qui en découlent puisqu'un professionnel sur quatre exerçant ce type de métier évolue dans le secteur de l'énergie, eau, gestion des déchets et dépollution. De même, en Guadeloupe, un cinquième des métiers du domaine des industries de process relève du secteur de l'énergie, eau, gestion des déchets et dépollution. Ces derniers, dans le secteur, sont des techniciens qualifiés qui s'assurent du déroulement des différents process de production. En Guadeloupe, la moitié des techniciens des industries de process est titulaire d'une qualification post-bac. ■

42 Répartition de l'emploi du secteur de l'énergie, eau, gestion des déchets et dépollution par principaux domaines professionnels en 2013 (en nombre et %)

	Secteur d'activité de l'énergie, eau, gestion des déchets et dépollution (en nombre)	Part des emplois dans le secteur (en %)	Part des emplois dans la famille professionnelle associée (en %)
Total emploi	1 940	100	
<i>dont les domaines et familles professionnelles suivants :</i>			
Gestion, administration des entreprises	350	18	3
Industries de process	330	17	21
Services aux particuliers et aux collectivités	230	12	1
Maintenance	220	11	6

Lecture : le secteur de l'énergie, eau, gestion des déchets et dépollution regroupe près de 2 000 emplois en 2013 dont 11 % relèvent du domaine professionnel de la maintenance. Les emplois de ce domaine appartiennent pour 6 % au secteur de l'énergie, eau, gestion des déchets et dépollution.

Source : Insee, recensement de la population 2013 (exploitation complémentaire au lieu de travail).